



Conseil économique et social

Distr. générale
8 avril 1999
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Trente-neuvième session

7 juin-2 juillet 1999

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives au programme : évaluation

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation

Note du Secrétaire général

Conformément à l'alinéa e) i) du paragraphe 5 de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale en date du 29 juillet 1994, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint le rapport du Bureau des services de contrôle interne intitulé «Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation», en date du 8 avril 1999. Ce rapport a été examiné par les départements et bureaux compétents, et le Secrétaire général prend acte des conclusions qui y sont présentées.

* E/AC.51/1999/1.

Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

Résumé

Le présent rapport fait suite à la décision prise par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-deuxième session, selon laquelle le Comité examine l'application de ses recommandations trois ans après avoir arrêté des décisions concernant une évaluation approfondie.

Toutes les unités administratives du Département des opérations de maintien de la paix se sont efforcées, ensemble, d'appliquer complètement les recommandations du Comité. Des progrès importants sont signalés sur trois plans : l'exploitation des enseignements tirés des missions, la collaboration entre le Département et celui de l'information sur les aspects des opérations de maintien de la paix touchant l'information, et la liquidation des missions. Ce qui n'a guère avancé, en revanche, est la création d'un recueil avec index des instructions permanentes élaborées pour les missions qui sont terminées.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
II. Constatations	6–33	4
A. Phase de démarrage	6–17	4
1. Exploitation des enseignements des missions	6–10	4
2. Questions diverses	11–17	5
B. Phase finale	18–33	6
1. Consolidation de la paix pendant la mission	18–19	6
2. Prorogation de la phase finale	20	7
3. Transfert des responsabilités	21–22	7
4. Planification de la phase finale	23–24	7
5. Liquidation des missions	25–29	8
6. Aliénation des avoirs	30–32	8
7. Quelques problèmes de liquidation relatifs à des missions	33	9
III. Conclusions	34–37	9

I. Introduction

1. Un rapport intermédiaire sur la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix (E/AC.51/1994/3 et Corr.1) a été présenté au Comité du programme et de la coordination (CPC) en 1994. Le rapport final sur la question (E/AC.51/1995/2 et Corr.1) a été examiné par le Comité en 1995. Les progrès accomplis dans l'application des recommandations antérieures concernant la phase de démarrage étaient examinés dans ce dernier rapport, ainsi que, l'année suivante, dans le rapport d'évaluation sur la phase de liquidation (E/AC.51/1996/3 et Corr.1, recommandations 1 à 5, par. 5 à 12). L'examen triennal de l'évaluation approfondie de la phase de démarrage (E/AC.51/1998/4) aboutissait à sept recommandations concernant les suites à donner à cette évaluation, recommandations que le CPC a toutes approuvées (A/53/16¹, Part I, par. 252), étant entendu que le Groupe des enseignements tirés des missions n'était pas habilité à modifier les politiques et procédures en vigueur et que seuls les organes intergouvernementaux pouvaient le faire. La recommandation 7 se lisait comme suit :

Un bilan de la suite donnée aux recommandations formulées ci-dessus devra figurer dans l'examen triennal de l'évaluation approfondie de la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix, qui doit être présenté au Comité du programme et de la coordination à sa trente-neuvième session, en 1999.

La section II du présent rapport traite de l'application des six recommandations en question concernant la phase de démarrage.

2. À sa trente-sixième session, le CPC a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie de la phase finale des opérations de maintien de la paix (E/AC.51/1996/3). Ses décisions concernant les recommandations 7 à 16 relatives à la phase de liquidation (voir A/51/16², Part I, par. 89 à 94) ont été les suivantes :

Le Comité s'est félicité du rapport et a souscrit à l'accent qui y était mis sur les enseignements tirés des opérations de maintien de la paix.

Le Comité a approuvé les recommandations 12, 14 a) et b) et 15 b).

L'accord ne s'est pas fait sur les recommandations 7, 9, 11 et 16. Le Comité a donc recommandé que celles-

ci soient de nouveau examinées par les organes intergouvernementaux compétents...

Le Comité a approuvé les recommandations 14 c) et 15 a) en y apportant [certaines] modifications...

Le Comité a pris acte des recommandations 8, 10 et 13, étant entendu que toute mesure concernant ces recommandations devrait se fonder sur les décisions des organes intergouvernementaux compétents.

Le Comité a demandé que le rapport ainsi que ses conclusions et recommandations y relatives soient transmis au Groupe de travail officieux à participation non limitée de l'Assemblée générale sur l'Agenda pour la paix, au Comité spécial des opérations de maintien de la paix et aux autres organes intergouvernementaux s'occupant des questions soulevées dans le rapport, pour examen et mesures appropriées.

3. Le Comité ayant mis l'accent, dans ses conclusions et recommandations, sur l'exploitation des enseignements tirés des missions, l'application des recommandations approuvées par lui est examinée essentiellement sous cet angle dans le présent rapport. Les recommandations que le Comité a approuvées avec des modifications sont reproduites ci-après telles que modifiées; dans le cas de celles qu'il a approuvées sous certaines réserves, ces réserves sont citées où il y a lieu. Les recommandations que le Comité n'a pas approuvées ne sont rappelées que par leur intitulé.

4. Le rapport sur l'évaluation approfondie de la phase de liquidation des opérations de maintien de la paix faisait partie de la documentation du Comité sur lesdites opérations à sa session de 1996; il a été présenté au Comité par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne.

5. Le présent examen triennal a été effectué par le Groupe de l'évaluation centrale du Bureau des services de contrôle interne afin de voir dans quelle mesure les recommandations du Comité avaient été appliquées, et il se fonde sur l'examen des documents pertinents et sur les consultations tenues par ledit groupe afin de préciser ou de vérifier certains points avec des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de la gestion et du Département de l'information.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 16.

² Ibid., cinquante et unième session, Supplément No 16.

II. Constatations

A. Phase de démarrage

1. Exploitation des enseignements des missions

Recommandation 1. Centre de documentation du Département des opérations de maintien de la paix

Il faudrait créer, au Centre de documentation du Département des opérations de maintien de la paix, un système d'archives qui puisse contenir toutes les instructions permanentes et textes connexes relatifs aux missions. Ces archives devraient comprendre des données concernant les éléments essentiels et les principales fonctions d'appui des missions de maintien de la paix, en particulier les aspects suivants : surveillance du cessez-le feu et des zones tampons, protection des convois humanitaires, désarmement et démobilisation des ex-combattants, réforme des forces armées, création de forces de police et définition de leur mandat, organisation ou surveillance d'élections, suivi de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme, promotion des réformes électorales et judiciaires, action en faveur de certains aspects de l'administration civile et coordination des efforts de redressement économique. Il faudrait que, d'ici au 30 septembre 1998, ces données soient indexées et que les missions puissent les consulter sur un site Internet propre au Département des opérations de maintien de la paix. Ce dernier devrait considérer la mise à jour régulière de ces archives comme une tâche prioritaire et inciter les missions sur le terrain à se servir de ces données, qui constituent le fondement même de sa mémoire institutionnelle, en l'occurrence une somme de l'expérience pratique acquise dans le domaine du maintien de la paix. En outre, le développement des ressources et des capacités du Centre de documentation du Département devrait se faire essentiellement en fonction des besoins que les missions sur le terrain et les autres utilisateurs officiels formuleront dans les demandes de renseignements qu'ils adressent au Département.

6. Dans un mémorandum adressé au Bureau des services de contrôle interne (BSCI) le 12 février 1999 où il est fait référence à cette recommandation, le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la date limite du 30 septembre 1999 ne pourrait pas être respectée, pour

cause de manque de personnel, mais que tout était mis en oeuvre pour appliquer la recommandation. Un fonctionnaire détaché de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld aide actuellement à créer et à indexer l'archive. La Division de l'administration et de la logistique des missions tient une collection de consignes permanentes (actuellement celles de neuf missions) à titre de référence, pour ses besoins internes, sur support papier.

Recommandation 2. Désignation de centres de décision

Il faudrait que, d'ici au 30 septembre 1998, le Secrétaire général désigne des centres de décision dont les fonctions sont énumérées à l'annexe II du rapport intérimaire (E/AC.51/1994/3), en vue de l'établissement d'une capacité d'intervention rapide permettant d'assurer les éléments essentiels et les principales fonctions d'appui des missions de maintien de la paix. Ces désignations ne signifient pas pour autant que le Département des opérations de maintien de la paix aura des responsabilités autres que celles qui sont spécifiées dans son mandat. Des bulletins révisés du Secrétaire général portant sur le Département des opérations de maintien de la paix et sur tous les autres départements et bureaux concernés devraient incorporer les fonctions découlant de ces désignations.

7. Des centres de décision ont été désignés pour toutes les grandes fonctions, hormis les activités relatives aux droits de l'homme, examinées dans les rapports d'évaluation portant sur la phase de démarrage : information, assistance électorale, rapatriements, police civile, militaires, planification, financement, dotation en effectifs, logistique, achats et formation. Les circulaires correspondantes du Secrétaire général donnent les grandes lignes des fonctions à assurer. On trouve dans le rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui une analyse, d'une part, des rapports entre le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix, et, de l'autre, du rôle et des responsabilités respectifs de ce dernier et du Département de la gestion pour ce qui est d'offrir un appui administratif aux missions de maintien de la paix (voir A/53/854/Add.1, par. 23 à 33).

8. Dans la recommandation 5 du rapport de situation sur la phase de démarrage, il était proposé de désigner le Centre des droits de l'homme de l'époque comme centre de décision pour l'élément droits de l'homme des missions de maintien de la paix (voir E/AC.51/1994/3 et Corr.1). À sa trente-huitième session, après avoir étudié l'examen triennal de la phase de démarrage (E/AC.51/1998/4), le CPC a réaffirmé

la conclusion à laquelle il était parvenu à sa trente-cinquième session, à savoir que la recommandation devait être examinée de plus près par les organes intergouvernementaux (A/53/16, Part I, par. 253).

Recommandation 3 : Mise en pratique des enseignements tirés de l'expérience

Pour chaque élément essentiel des missions de maintien de la paix, le Groupe des enseignements tirés des missions devrait, en collaboration avec le centre de décision compétent : a) analyser les instructions permanentes et autres documents pertinents des missions, les guides du Département des opérations de maintien de la paix, les manuels et le matériel de formation destinés audit Département, les évaluations réalisées en fin de mission ainsi que les documents relatifs aux enseignements tirés des missions, et s'en servir pour élaborer les procédures correspondantes ou pour modifier celles qui existent déjà; b) rendre compte de ces travaux au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, à sa session de 1999.

9. Des rapports sur les enseignements tirés de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM), de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL), de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) et de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM I, II et III), établis par le Groupe des enseignements tirés des missions, ont été examinés pour voir comment les enseignements tirés de ces opérations avaient été exploités par l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO). Le Groupe a publié un rapport détaillé sur l'ATNUSO en 1998. Un rapport sur la coopération entre l'ONU et les organisations régionales dans le cadre des opérations de paix en général et de maintien de la paix en particulier a été distribué pour commentaires. On y trouve des principes et des mécanismes propres à renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, ainsi que les arrangements utilisés dans les opérations de soutien à la paix ou de maintien de la paix, le tout élaboré sur la base des enseignements tirés de six missions de maintien de la paix. Un autre rapport, qui portera sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration dans le cadre du maintien de la paix, devrait paraître en 1999.

10. Au cours de la session de 1999 du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, le chef du Groupe des enseignements tirés des missions a présenté au Groupe de

travail du Comité spécial un exposé oral, complété par un rapport officiel, sur la mise en pratique des enseignements tirés des missions. Le rapport écrit a été examiné par le BSCI.

2. Questions diverses

Recommandation 4. Composante information

A. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'information devraient s'attacher à rechercher activement des candidats susceptibles d'être placés sur le fichier de fonctionnaires pouvant être affectés à des tâches d'information dans le cadre de missions de maintien de la paix; ce fichier devrait être systématiquement mis à jour.

B. Les deux départements devraient aussi continuer d'élaborer des normes pour la composante information des opérations de maintien de la paix. Les normes ayant déjà fait l'objet d'un accord devraient être appliquées dans le cadre de la mise en oeuvre des stratégies d'information propres aux missions actuelles et futures.

C. Le Département de l'information devrait être dès le départ associé à la planification de la composante information des nouvelles missions ou de celles dont le mandat a été prorogé; il faudrait qu'un spécialiste de l'information participe à toutes les missions d'étude technique ou de reconnaissance.

D. Des pochettes d'information devraient être mises au point pour les gens sur le point de partir en mission.

E. Il faudrait que d'ici au 30 septembre 1998, toutes les missions sur le terrain du Département des opérations de maintien de la paix puissent communiquer entre elles ainsi qu'avec le Siège, notamment avec le Centre de documentation du Département par l'intermédiaire d'Internet et au moyen d'un site propre à ce département.

11. Le Département de l'information et le Département des opérations de maintien de la paix se consultent régulièrement pour examiner les besoins et les postes vacants dans le domaine de l'information sur le terrain et la nomination de candidats potentiels ou leur inscription au fichier. Ce dernier compte actuellement 180 noms, mais la nature ponctuelle et imprédictible des besoins en matière d'information sur le terrain rendent difficiles les recherches systématiques. Bien plus que d'autres activités, l'information sur le terrain suppose des compétences particulières : aptitudes linguisti-

ques, connaissances techniques (dans le domaine de l'audiovisuel notamment), maîtrise des données politiques et culturelles et des moyens d'information dans les zones de mission.

12. Les directives provisoires concernant la composante information des missions de maintien de la paix et autres missions sur le terrain, distribuées aux missions en 1997, ont été publiées en tant que manuel du Groupe de la formation du Département des opérations de maintien de la paix et diffusées auprès des missions de maintien de la paix. Le Département de l'information et le Département des opérations de maintien de la paix ont invité les représentants spéciaux du Secrétaire général, les commandants de force et les chefs de mission à les étudier en vue de les appliquer s'il y a lieu dans leur zone de mission. Le Département de l'information a également contribué à l'étude des enseignements tirés de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales pour les opérations de maintien et de soutien de la paix.

13. Des progrès ont certes été réalisés, mais les missions d'enquête chargées d'examiner les besoins en matière d'information dans le cadre des opérations de maintien de la paix, et d'intégrer une stratégie d'information dans le concept général des activités engagées dans le cadre des missions nouvelles et en cours, ne sont pas encore devenues la norme universelle.

14. En 1998, le Département de l'information et le Département des opérations de maintien de la paix ont dressé un inventaire du matériel de montage télévisé entreposé à la Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi) afin de déterminer quels équipements de départ étaient disponibles et d'en prévoir l'entretien ou la cession. Les deux départements avaient déjà établi ensemble une liste du matériel et des équipements requis pour la composante information des missions sur le terrain pendant la phase de démarrage, et le Département des opérations de maintien de la paix s'est fondé sur les données ainsi réunies pour décider des biens qui seraient conservés et utilisés comme équipements de départ à la Base de Brindisi.

15. Les missions de maintien de la paix ne disposent pas toutes d'adresses fixes (par opposition aux services d'accès commuté) sur l'Internet pour accéder au site de l'Organisation des Nations Unies.

Recommandation 5. Composante militaire

Il faudrait que d'ici à la fin de 1998, les directives pour les instructions permanentes pour les opérations de maintien de la paix soient mises à jour.

16. En mars 1999, les directives pour les instructions permanentes d'opération n'avaient pas été actualisées. Le Département des opérations de maintien de la paix entend les réviser d'ici à la fin de l'année 1999.

Recommandation 6. Système analytique de budgétisation des opérations de maintien de la paix

Il faudrait tester, d'ici à la fin de 1998, un prototype de système analytique de budgétisation des opérations de maintien de la paix.

17. Une quatrième version du Manuel des coûts standard pour les opérations de maintien de la paix était en préparation à la fin du mois de mars 1999. La mise au point d'un système analytique de budgétisation des opérations de maintien de la paix n'est plus une priorité. Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué, dans ses observations sur le texte provisoire du présent rapport, que *le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission avaient recommandé des révisions de la présentation des budgets de maintien de la paix, dont il avait été tenu compte dans les budgets proposés pour l'exercice 1999-2000. Les rapports sur l'exécution des budgets continueront d'être affinés conformément aux avis exprimés par le CCQAB et la Cinquième Commission. Les données contenues dans la version actualisée du Manuel des coûts standard qui paraîtra d'ici juin 1999 serviront à établir les budgets à compter du 1er juillet 2000. Le Manuel est mis à jour chaque année.*

B. Phase finale

1. Consolidation de la paix pendant la mission

18. Les membres du Comité du programme et de la coordination (CPC) ne se sont pas accordés sur les recommandations 6 (Aspects des missions liés à la consolidation de la paix) et 7 (Enseignements à tirer des activités de consolidation de la paix)³. En ce qui concerne la recommandation 7, le Comité n'avait toutefois pas l'intention d'empêcher le Groupe des enseignements tirés des missions d'évaluer les enseignements se rapportant aux activités menées dans le cadre du mandat de missions de maintien de la paix qui étaient achevées (A/51/16 (Part I), par. 91).

³ Comme cela a été indiqué au paragraphe 1, les recommandations 1 à 5 contenues dans le rapport sur la phase finale avaient trait au suivi des rapports antérieurs consacrés à la phase de démarrage.

19. Les rapports sur les enseignements tirés des missions présentés par la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) en décembre 1996 et par l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) en juillet 1998 comportent également des sections consacrées à la consolidation de la paix.

2. Prorogation de la phase finale

Recommandation 8. Enseignements tirés de la phase finale des missions

Toutes les évaluations de fin de mission et tous les rapports sur les enseignements à tirer des missions devraient examiner les activités menées au cours de la phase finale d'une mission en vue de créer les conditions propices au transfert de responsabilités. Il faudrait s'efforcer de tirer des enseignements concernant la nature des conditions susceptibles de rendre la réussite durable et de réduire ainsi le danger de perdre ce qui a été acquis.

20. Un chapitre du rapport de la MINUAR sur les enseignements tirés des missions est consacré à la réconciliation nationale et le rapport présenté par l'ATNUSO traite du désarmement, de la démobilisation, de la réinsertion sociale et d'autres facteurs qui seraient propices à une réussite durable des missions.

3. Transfert des responsabilités

21. L'accord ne s'est pas fait sur les recommandations 9 (Propositions d'arrangements futurs) et 11 (Politique interinstitutions relative au transfert de responsabilités).

Recommandation 10. Enseignements tirés du transfert de responsabilités

Le Groupe des enseignements tirés des missions du Département des opérations de maintien de la paix devrait automatiquement, dans l'année suivant la fin d'une mission et en coopération avec les institutions appropriées, examiner la manière dont le transfert des responsabilités s'est déroulé.

22. L'étude de cas sur les enseignements tirés de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont les conclusions ont été présentées en février 1998, et le rapport établi par l'ATNUSO en juillet 1998 contiennent des chapitres consacrés au transfert des responsabilités. Le Groupe des enseignements tirés des missions a

élaboré une proposition concernant une étude sur le transfert des responsabilités, qui attend d'être financée.

4. Planification de la phase finale

Recommandation 12. Enseignements tirés de l'expérience de la planification de la phase finale

Toutes les évaluations de fin de mission et les rapports sur les enseignements à tirer des missions devraient examiner la manière dont s'est déroulée la planification de la phase finale.

23. Les enseignements tirés de la planification de la phase finale ont été publiés dans le rapport intitulé «Action multidisciplinaire de maintien de la paix : les enseignements tirés de l'expérience récente» (décembre 1996) et dans le rapport de la MINUAR (décembre 1996) (voir également ci-dessous, par. 25 à 29).

Recommandation 13. Responsabilités concernant la phase finale

Les fonctions des responsables de composantes d'une mission de maintien de la paix devraient comprendre le transfert de responsabilités, une contribution aux évaluations de fin de mission et aux rapports sur les enseignements à tirer de la mission et la formulation de propositions concernant les modifications à apporter aux principes et règles en vigueur sur la base des enseignements à tirer de la mission.

24. Les directives standard à l'intention des représentants spéciaux du Secrétaire général contiennent, d'une part, des plans qui permettraient de transférer facilement les responsabilités aux acteurs traditionnels de l'Organisation des Nations Unies, et, d'autre part, les modalités d'établissement des rapports que doivent suivre les responsables des missions. À l'expiration du mandat d'une opération de maintien de la paix et au départ du personnel des services organiques et des fonctionnaires chargés des politiques, le Directeur de l'administration ou le Chef de l'administration devient le fonctionnaire le plus élevé en grade et c'est à lui qu'incombent les activités de liquidation de la mission. Le Chef de l'administration doit présenter un rapport de mission au Département des opérations de maintien de la paix.

5. Liquidation des missions

Recommandation 14. Liquidation des missions

A. Les évaluations de fin de mission et les rapports sur les enseignements tirés des missions ainsi

que les rapports d'audit et d'enquête devraient, lorsqu'ils signalent des problèmes de caractère général, proposer des modifications à apporter aux directives provisoires sur la liquidation des missions.

B. La planification des missions devrait désormais comprendre une analyse du chemin critique portant sur le processus de liquidation, qui devrait figurer dans les directives. Chaque mission devrait être dotée du logiciel d'application voulu et recevoir la formation nécessaire pour l'utiliser.

C. Des dispositions devraient être prises dans la mesure nécessaire pour que les gouvernements qui font une contribution aux troupes fournissent du personnel militaire pour aider à protéger le matériel de la mission. Le mandat de la composant police civile d'une mission devrait comprendre la possibilité de faire une enquête sur les incidents mettant en jeu des personnels des Nations Unies et sur les vols de matériel appartenant aux Nations Unies.

25. Le Bureau des services de contrôle interne constate que le Département des opérations de maintien de la paix a remarquablement amélioré la conduite des activités de clôture des missions. Les opérations de maintien de la paix engagées ces dernières années ont duré beaucoup moins longtemps que par le passé, obligeant par là même le Département des opérations de maintien de la paix à procéder plus rapidement aux activités de liquidation, avec des préavis très courts. Il a en conséquence fallu privilégier la planification et l'application des directives pour faciliter la tâche des gestionnaires de la mission responsables de la liquidation.

26. Il ressort d'une étude récemment menée par le Bureau des services de contrôle interne que l'on n'a pas accordé l'attention voulue aux enseignements tirés de la liquidation des missions. Le Groupe des enseignements tirés des missions du Département des opérations de maintien de la paix ne s'occupe des aspects administratifs des missions que dans la mesure où ils ont des incidences sur les travaux de fond des missions. Le Bureau des services de contrôle interne est donc d'avis que la Division de l'administration et de la logistique des missions devrait nommer un responsable des enseignements tirés, qui serait chargé d'intégrer ces enseignements dans les procédures de liquidation des missions à venir. Dans ses observations sur le projet de texte du présent rapport, le Département des opérations de maintien de la paix a déclaré que *les directives provisoires sur la liquidation des missions avaient bien été mises à jour, toutes les missions ayant reçu des instructions précises à cet effet, mais que l'élaboration d'un texte récapitulatif actualisé dépendrait de la disponibilité des ressources; le Département a précisé que la Division*

de l'administration et de la logistique des missions avait néanmoins tenu compte de plusieurs enseignements tirés de la liquidation d'autres missions pour mener à bien les activités de clôture qu'elle avait engagées.

27. Les directives provisoires sur la liquidation des missions invitent les intéressés à énoncer un plan détaillé faisant appel à la méthode du chemin critique. Un logiciel standard d'analyse du chemin critique a été conçu à l'intention des missions sur le terrain.

28. Le Bureau des services de contrôle interne a fréquemment constaté l'insuffisance des mesures de sécurité prises dans les missions durant la phase de liquidation. Dans ses observations sur le texte provisoire du présent rapport, le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que *la sécurité était un souci majeur durant le processus de liquidation et que la Division de l'administration et de la logistique des missions exigeait des missions concernées qu'elles mettent en place un plan visant à assurer la sécurité du personnel et du matériel au cours du processus, et qu'elles accordent une attention spéciale au matériel aussi bien pendant son transport que pendant son entreposage.*

29. Le Bureau des services de contrôle interne présentera à l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la liquidation des opérations de maintien de la paix dans lequel seront traités les aspects susmentionnés, entre autres.

6. Aliénation des avoirs

Recommandation 15. Sort à réserver aux avoirs lors de la liquidation d'une mission

A. La politique actuelle de cession des avoirs lors de la liquidation d'une mission faisant suite à un transfert pacifique de pouvoir à un gouvernement dûment constitué devrait être revue d'ici à la fin de 1996 compte tenu des coûts et avantages d'expéditions récentes de matériel par l'intermédiaire de Brindisi et des besoins continus de consolidation de la paix qu'impose la nouvelle situation créée par la mission.

B. À la suite de cet examen, il faudrait rédiger des directives détaillées sur la réalisation d'une analyse des coûts-avantages portant sur le transfert des avoirs, comme l'a recommandé le Comité des commissaires aux comptes dans l'audit portant sur la liquidation de l'ONUMOZ.

30. La Division de l'administration et de la logistique des missions a élaboré de nouvelles mesures en matière de cession des avoirs lors de la liquidation des missions. Le

Secrétaire général, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale (A/51/905) et que cette dernière a adopté dans sa résolution 52/1 B, a déclaré que le choix du matériel à transférer à la base doit être fonction des possibilités de réemploi des articles considérés; il faut que cela soit rentable de les garder en stock, compte tenu de leur état, des dépenses de réparation ou de remise en état que celui-ci exige, des frais d'expédition à la base, et de la durée de vie restante. Il est donc proposé d'exiger que, dorénavant, les articles destinés à la base aient encore au moins deux ans de vie utile, soient en bon état ou puissent être réparés à un coût ne dépassant pas 30 % de leur valeur après amortissement. Il sera également tenu compte de la durée de vie restante du matériel en question, du coût du matériel neuf, de l'état du matériel dont dispose déjà la Base de soutien logistique des Nations Unies, et de sa quantité.

31. Le Bureau des services de contrôle interne a récemment vérifié les comptes de la Division de l'administration et de la logistique des missions, et a conclu que cette dernière devrait préciser les critères d'aliénation des avoirs des missions. De l'avis du Bureau, il est nécessaire d'évaluer la valeur marchande de tous les articles essentiels avant de décider de les conserver ou de s'en dessaisir, afin d'agir en meilleure connaissance de cause et d'éviter des réparations qui ne s'avèreraient pas rentables. Dans ses observations sur le texte provisoire du présent rapport, le Département des opérations de maintien de la paix estimait que, *s'agissant de la nécessité de calculer la «valeur marchande» de tous les articles essentiels avant de décider de s'en dessaisir, et compte tenu de la longueur des délais d'approvisionnement, qu'il importait davantage de déterminer d'abord si la conservation du matériel concerné correspondait à un besoin opérationnel urgent du Département dans le cadre d'une autre opération.*

32. Le Bureau des services de contrôle interne présentera à l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la liquidation des missions dont un long chapitre sera consacré à la question de la liquidation des avoirs et, notamment, à la vente aux enchères et à l'expédition de matériel à la Base de soutien logistique et à d'autres missions.

7. Quelques problèmes de liquidation relatifs à des missions

33. L'accord ne s'est pas fait sur la recommandation 16 (Opérations de maintien de la paix et autres activités dans des pays encore en proie à une guerre civile).

III. Conclusions

34. Le Département des opérations de maintien de la paix a mené une action concertée pour tenir compte des recommandations dans les rapports d'évaluation du Bureau des services de contrôle interne sur les opérations de maintien de la paix auxquelles le Comité du programme et de la coordination a donné son aval.

35. Le Département a entrepris d'énoncer les enseignements tirés des missions et d'en tirer profit. Il est intéressant de constater que, dans la première partie de son rapport daté de juillet 1998, l'ATNUSO décrit et évalue les suites données aux enseignements tirés de précédentes missions de maintien de la paix et n'élude pas ceux des enseignements dont il n'a pas été entièrement tenu compte. La plupart des problèmes soulevés dans les évaluations approfondies des phases de démarrage et de liquidation des missions sont examinés dans les derniers rapports sur les enseignements tirés. La coopération entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'information dans le domaine de l'information sur les missions semble maintenant relativement satisfaisante. Par ailleurs, le Bureau des services de contrôle interne a constaté une nette amélioration dans la procédure de liquidation des missions.

36. Il est un sujet de déception que l'on ne peut passer sous silence : l'archivage et l'indexation de l'ensemble des instructions permanentes des missions, qui regrouperait les données les plus essentielles relatives aux expériences passées, reste à l'état de projet, et les missions n'y ont donc pas accès sur le site Intranet du Département des opérations de maintien de la paix. La nécessité de ces archives a pourtant été réaffirmée dans plusieurs rapports depuis la première évaluation des opérations de maintien de la paix, en 1994 : le délai fixé dans la recommandation 2 du rapport sur la phase finale était le 30 septembre 1996 et, deux ans plus tard, la recommandation 1 du rapport sur l'examen triennal relatif à la phase de démarrage le portait au 30 septembre 1998. Le Département des opérations de maintien de la paix avait accepté ces deux délais et le Bureau des services de contrôle interne espère que ces archives pourront être établies d'ici à la fin de l'année 1999.

37. Le Bureau des services de contrôle interne gardera à l'examen les questions suivantes :

a) Archivage des instructions permanentes relatives aux missions;

b) Publication de la version actualisée des instructions permanentes relatives aux missions.

Le Secrétaire général adjoint,
Chargé du Service de contrôle interne
(*Signé*) Karl Th. **Paschke**
